

Philosophie de l'économie

	pages
Introduction: La ϕ de l'économie ?	1
I L'économie, un sujet philosophique?	
II Etudier l'économie sous 3 angles	
Table des matières.	2
Principaux ouvrages de référence	3
Première partie. Les fondements théoriques de l'économie.	4
Ch. 1. Les premiers économistes	
I Au service du Prince	
II Capitalisme et libéralisme	
III Les physiocrates.	5
IV Adam Smith et l'école classique	
V Karl Marx	6
Ch. 2. Critique le l' <i>homo œconomicus</i>	8
I Individualisme et rationalisme méthodologique	
II Passage problématique du microscopique au macroscopique	
III John Rawls	9
IV L'irrationalité des individus	11
Ch. 3. Encourager l'égoïsme	12

Introduction: la philosophie de l'économie?

I L'économie, un sujet philosophique?

- ◇ C'est un sujet contemporain; on en trouve peu de traces avant la période moderne
- ◇ Economie < OIKOS (maison) NOMOS (règle, loi) : "règle pour la maison"
- ◇ C'est de la philosophie politique: il s'agit de gérer l'Etat
Aujourd'hui, la sphère économique oriente la sphère politique
--> il est urgent de comprendre les conceptions économiques
Enjeux: liberté/égalité...

II Etudier l'économie sous 3 angles

- ◇ Descriptif et critique: décrire ce qui se fait¹.
 - quels sont les faits sociaux? les forces en présence?
 - mettre en cause les "évidences"
- ◇ Normatif: des penseurs proposent des changements pour les normes collectives
 - comment résister à l'idéal consumériste?
 - élaborer d'autres critères pour évaluer une société (cf. Bhoutan)
- ◇ Epistémologique: l'économie est-elle une science?
quel est son degré de scientificité?
est-ce une science humaine? un art?
peut-on y établir des lois?
quel est le statut du discours économique (rationnel,...)?
y trouve-t-on des dogmes, des postulats non avoués, des illusions?

¹ voir aussi Hegel, la fin de l'histoire

Table des matières

1ère partie : Les fondements théoriques de l'économie

L'homme est-il égoïste naturellement?

Quels systèmes découlent de la réponse donnée à cette question?

L'intérêt individuel mène-t-il à l'intérêt collectif?

2ème partie : Une existence capitaliste – Vivre au XXIème siècle

Qu'est-ce que cela implique? ea la mondialisation

la société de consommation

la conception de la démocratie

3ème partie : Une religion et ses dogmes

Déconstruction des grands dogmes: production
 rareté/abondance
 croissance
 travail (et identité)
 dette

4ème partie : Le capitalisme est-il moral, amoral ou immoral ?

5ème partie : Le capitalisme allongé sur le divan

Les pulsions de mort, concurrence, domination

Le désir

6ème partie : Alternatives et résistances

(aspect normatif)

Michel Onfray

Ecole de Francfort

Marcel Mauss

Principaux ouvrages de référence

Marx Karl, *Le capital*, 1867¹.

Arnsperger Christian, *L'économie, c'est nous*, 2006.

Arnsperger Christian, *Critique de l'existence capitaliste*, 2005.

Arnsperger Christian, *Éthique de l'existence post-capitaliste*, 2009.

Bruckner Pascal, *Misère de la prospérité*, 2002.

Caillé Alain, *De l'antiutilitarisme*, 1982.

Caillé Alain, *Anthropologie du don*, 2000.

Mauss Marcel, *Essai sur le don*, 1924.

Comte-Sponville André, *Le capitalisme est-il moral ?*, 2004.

Michéa Jean-Claude, *L'empire du moindre mal*, 2007.

Latouche Serge, *Le pari de la décroissance*, 2006.

Rand Ayn, *La vertu d'égoïsme*, 1964.

Arendt Hannah, *Condition de l'homme moderne*, 1958.

Rifkin Jeremy, *La fin du travail*, 1995.

Dostaler Gilles et Maris Bernard, *Capitalisme et pulsion de mort*, 2009.

Stiegler Bernard, *Économie de l'hypermatériel et psychopouvoir*, 2008.

Sarthou-Lajus Nathalie, *L'éthique de la dette*, 1997.

1 en rouge: auteurs utilisés en cours

1ère partie : Les fondements théoriques de l'économie

Chapitre 1 Les premiers économistes

I Au service du Prince

- ◇ Avant le XVIIIe siècle, les économistes sont des conseillers politiques pour enrichir la Nation¹
- ◇ Au service du Prince: Machiavel (1469 – 1527): comment utiliser l'économie pour asseoir et développer son pouvoir (et sa richesse!) personnel

La société est alors très instable (guerres, maladies, famines...)

- ➡ la puissance est d'abord commerciale: se procurer des biens et les revendre
- ➡ importance du transport et des liens diplomatiques

Ces économistes sont soumis à la sphère politique (le Prince)

La puissance du Prince dépend de sa richesse personnelle // à celle de la Nation

La sphère économique soutient le pouvoir, qui est un jeu de forces²

II Capitalisme et libéralisme

- ◇ Le **capitalisme** est un système, une organisation de la société
naît de la révolution industrielle
 - le capitalisme n'est pas lié à l'enrichissement (déjà dans l'antiquité!) mais au mode d'enrichissement
 - de la fin du moyen âge jusqu'au XVIIIe siècle, la bourgeoisie commerçante enrichie par le négoce dépense son argent, ou achète pour (re)vendre; le capitalisme est une rupture par rapport à ce fonctionnement
 - au XVIIIe siècle, en Angleterre puis ailleurs, on produit à grande échelle sur place (révolution industrielle)
 - ⇒ le monde producteur se divise: celui qui possède les moyens de production
ceux qui ne possèdent que leur force de travail
 - ⇒ l'argent gagné est réinvesti pour agrandir l'entreprise
apparition du salariat
- ◇ Le **libéralisme** est
 - une philosophie politique
 - un ensemble de convictions sur l'économie

= doctrine, ensemble de croyances

- le libéralisme prend racine dans la philosophie (des Lumières)
valorise l'individu, la liberté, la propriété (cf. Locke)

Locke (1632–1704): penseur du droit naturel

Il y a une nature humaine qui engage des prescriptions:

- l'homme cherche à survivre → travaille → droit à la propriété (de sa vie, de son travail)
- sociabilité naturelle < besoin d'échanger
 - ⇒ l'Etat ne doit pas intervenir
- naturellement, chacun contribue au bien commun
 - ⇒ le contrat individuel est garant de la paix
l'Etat n'est utile que pour garantir la justice

¹ on trouve déjà chez Protagoras et Aristote des notions économiques: ce sont des prescriptions visant l'économie "domestique", les salaires; la "croissance" est inconnue

² cf. Marx, l'infrastructure

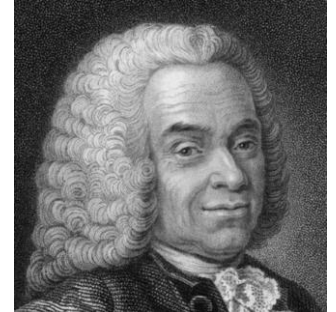
III Les physiocrates

➡ "pouvoir de la nature", gouvernement par la nature

- ◇ dans la 2ème moitié du XVIIIe siècle, des philosophes proposent des lois "naturelles" réglant les flux commerciaux (cf. les flux sanguins): ex. la loi de l'offre et de la demande
 - ⇒ les économistes ne sont plus au service du Prince
 - ⇒ économie = science qui étudie les lois naturelles des échanges

- ◇ **François Quesnay** (1694–1774, médecin et économiste)

- la richesse (= prospérité de la Nation) vient de la terre
 - ⇒ respecter, valoriser les lois naturelles
- méfiance à l'égard du pouvoir qui interviendrait dans le travail de la terre (ex impôts)
- continuité entre philo et économie: l'homme est naturellement un travailleur de la terre
 - ⇒ les physiocrates ne font pas appel au politique; l'Etat est second (comme pour les φ du droit naturel, Locke, Hobbes, Rousseau)
 - ⇒ libre-échange, non intervention (la liberté est naturelle)
 - ⇒ le souverain n'est pas supérieur au droit naturel
- "laisser faire les hommes, laisser passer les marchandises"¹

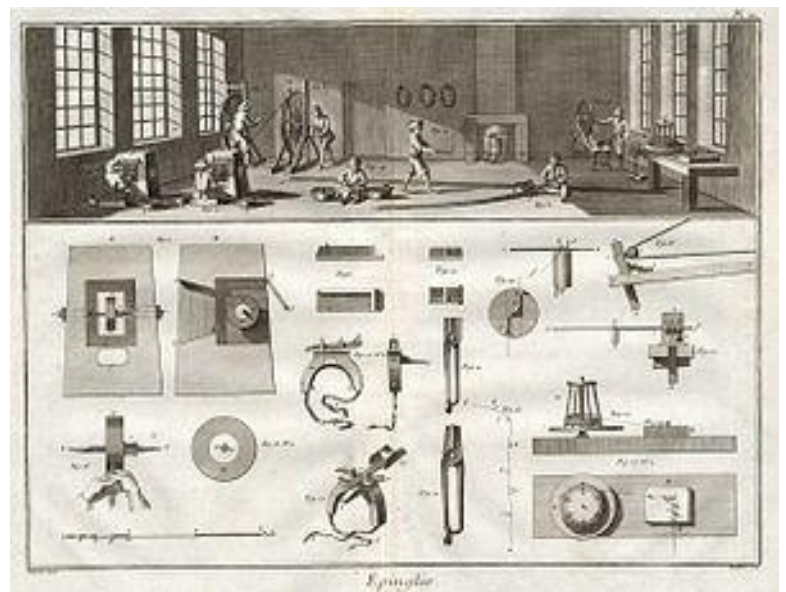


IV Adam Smith et l'école classique

- ◇ **Adam Smith** (1729–1790), Ecossais, ami de Hume
 - Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776
- ◇ S'inspire de Locke, Quesnay, Hume (empirisme): analyse par les faits les échanges économiques: d'où vient la richesse?
 - Avant A. Smith: du commerce, du travail de la terre, de la possession de métaux
 - Pour A. Smith: du travail



- ◇ Division du travail – spécialisation² – investissements³
 - Chacun doit se spécialiser dans ce qu'il fait le mieux ⇒  bénéfiques
 - ⇒ achète ce que d'autres ont produit ⇒ enrichissement (≠ artisanat)
 - Mais il faut un marché assez grand
il faut laisser faire la concurrence
(pour obtenir les meilleurs prix)
- ◇ Main invisible⁴ ⇒ autorégulation
 - les actions des hommes (et de la nature) sont coordonnées et complémentaires sans concertation⁵
 - autorégulation yc dans la concurrence
 - ⇒ la morale ne doit pas intervenir dans l'économie
 - ⇒ rôle du politique: justice et police
 - la recherche de l'intérêt individuel mène à l'intérêt collectif⁶



1 quid de la possession de la terre?

2 voir document extrait de *L'encyclopédie*, la fabrique d'épingle

aujourd'hui, de combien de personnes utilisons-nous le travail sur une seule journée...?

3 voir la vidéo *Smith, les moutons et le salariat*: <https://www.youtube.com/watch?v=qfNGERTUygc>

4 métaphore ou réalité?

5 dogme?

6 dogme?

valorisation de l'égoïsme >> l'Etat-Providence (prétention de l'Etat à intervenir dans les règles naturelles)

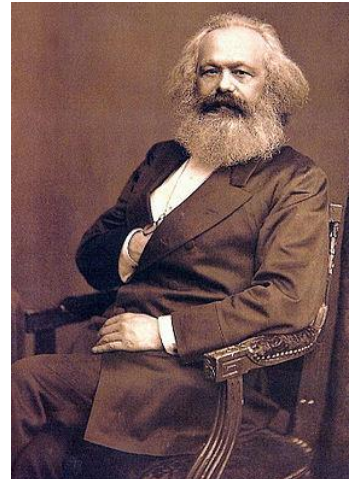


- **Eric de Keuleneer**, *Misère de la prospérité*, 2002¹

Les classes dominantes trahissent les règles qu'elles affichent. Elles piétinent le crédo libéral. On a un système qui viole ses propres lois, parle de concurrence et produit des monopoles, parle de transparence et ...

V Karl Marx²

- ◇ Les lois du capitalisme ne sont pas naturelles
- ◇ Le capitalisme connaît des contradictions internes (→ court à sa perte)
- ◇ *Le Capital* ▪ dénonce la production massive délirante du capitalisme
 ⇒ surproduction et gaspillage
 - analyse les lois naturelles de l'économie: le salariat est contre-nature (posséder le fruit de son travail); la plus-value est un vol du travailleur; seul l'artisanat respecte les lois naturelles
 - spécialisation et séparation du travail/capital ne peuvent qu'échouer
 - le propriétaire des moyens de production bénéficie du travail d'autrui sans travailler lui-même (contre nature)



- ◇ Valeur d'usage et valeur d'échange³

M - A - M opposé à A - M - A'

marchandise (ex. meuble) > argent (<vente) > achat de marchandises (ex aliments)

argent > marchandise > plus d'argent

Ex: spéculation sur le lait: valeur d'usage fondamentale mais faible valeur d'échange
 ⇒ la marchandise est réduite à sa valeur d'échange
 recherche du profit plutôt que du bien être

⇒ système aberrant dont l'objectif est l'accumulation de capital

- ◇ Coupure entre la production et les moyens de production = coupure dans le mode naturel
 - celui qui fabrique n'en obtient pas la valeur
 - une plus-value profite à celui qui possède les moyens de production
 - ⇒ aliénation capitaliste (cf. perversion chez Freud)
 - exploitation de l'homme par l'homme

1 voir texte 1 en annexe

2 voir la vidéo *Marx, la recette de la lutte des classes*: <https://www.youtube.com/watch?v=gk4iH6Eq-cs>

3 voir texte 2 en annexe

◇ Surproduction, accumulation du capital, aliénation des travailleurs = aberration $\implies$ solution¹

aberration

- si le capitaliste l'emporte, les salaires diminuent, la production augmente
 $\implies$ appauvrissement des travailleurs qui ne peuvent plus acheter les produits
 (cf. aujourd'hui les résultats de la délocalisation)
 $\implies$ effondrement des prix (+ $\nearrow$ métiers dangereux)
- si les travailleurs l'emportent, le capitaliste est dépassé par la concurrence $\implies$ faillite
 $\implies$ chômage
- = violence dans le fonctionnement du système capitaliste
 ses aberrations doivent amener le système à disparaître

solution

- l'Etat (ou des coopératives) doit posséder les moyens de production
 $\implies$ la plus-value va à l'Etat qui rend à l'argent sa valeur d'usage (routes, écoles,...)
 Mais il faut garder la spécialisation du travail.
- le système s'écroulera de lui-même (cf Hegel):
 négation de l'homme $\implies$ l'homme retrouvé (communisme, abolition des classes)

◇ **Christian Arnsperger**²: rupture politique violente au XIXe S



autonomisation de la sphère économique

- Pour Arnsperger, la rupture est beaucoup plus grave que ce que disait Marx (artisanat $\implies$ production capitaliste): l'économie ne doit plus se référer qu'à lui-même
- 3 formes d'autonomisation progressive depuis le XVIIIe S
 - famille: les biens possédés par la famille étaient encadrés par la sphère familiale (le fils succède au père)
 $\implies$ aujourd'hui, vente des biens familiaux lors du décès
 La famille imposait une morale, des normes, un contrôle familial (propriété privée, plusieurs générations vivant dans la même maison, ...)
 - village: liens directs entre les villageois $\implies$ contrôle social dans le village, régulation, autosubsistance
 $\implies$ aujourd'hui: division du travail, hyperspécialisation, délocalisation $\implies$ aucune idée de l'origine des produits, contrôle impossible, fin de l'autosuffisance
 - culture (religion, coutumes,...): comportements réglés par la religion ou l'usage: charité, dons, ...
 $\implies$ aujourd'hui, l'argent est le plus important; plus rien ne vient canaliser, encadrer le rapport à l'argent $\implies$ profit pour le profit (sans autre valeur)
- en route $\implies$ l'autonomisation par rapport à la sphère politique



1 Selon P. Bruckner, A. Smith pensait que le "capitalisme" rémunérerait mieux le travail ingrat (< manque de candidats), à l'inverse de K. Marx: l'entente entre capitaliste empêche l' $\nearrow$ des salaires

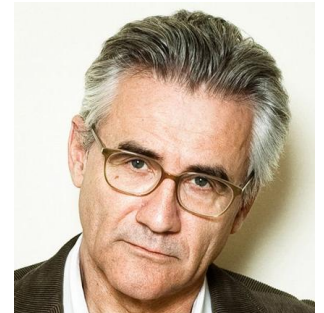
△ Marx estime à seulement 10% le nombre de propriétaires (yc de sa propre personne!)

2 né en 1966 (All), chercheur en économie, prof à l'UCL

Chapitre 2 Critique de l'*homo œconomicus*¹

I Individualisme et rationalisme méthodologique

- ◇ Quand on a un phénomène social (chômage, ...), on considère dans les sciences humaines que l'unité de base est l'individu. Individu qui agit dans son intérêt et de manière rationnelle. De quoi découle le phénomène social.
N'est-ce pas une illusion, un dogme?
- ◇ Représentation théorique du comportement humain (*homo œconomicus*)
→ recherche de l'intérêt (niveau microscopique) de manière rationnelle
- ◇ Postulat individualiste dans les sciences humaines → effets macroscopiques
- ◇ Anthropologie utilitariste² (John Stuart Mill, 1806 – 1873)
 - Pour John Stuart Mill, nous agissons en vue de l'utilité générale en politique: le désir individuel de richesse amène la richesse globale
L'intérêt individuel est bénéfique³: il maximise la prospérité des nations
 - Pour J. Bentham, c'est un critère pour juger les sociétés: le plus grand bonheur pour le plus grand nombre
- ◇ **André Comte-Sponville** : efficacité de l'égoïsme
 - ⁴ A. Comte-Sponville distingue solidarité et générosité
Il y a une convergence objective d'intérêts fondée sur l'égoïsme: assurances, sécurité sociale,..
Cela est vrai aussi dans les échanges économiques: commerce = intérêts mutuels
La solidarité émane donc de l'égoïsme⁵ (dans la lignée de A. Smith, D. Hume, Th. Hobbes,...)
→ passage clair du micro- au macroscopique



II Passage problématique du microscopique au macroscopique

- ◇ Le dilemme du prisonnier⁶
L'égoïsme et le manque de confiance font échouer l'intérêt collectif: optimiser l'intérêt individuel va à l'encontre de l'intérêt général
Paradoxe du dilemme du prisonnier : l'intérêt individuel amène à la plus mauvaise solution pour chacun
- ◇ Le paradoxe de l'action collective de Mancur Olson⁷
Chacun se méfie des autres ⇒ action collective (trahison de la parole donnée)
valorisation du mensonge (diplomatie, désarmement...)
Dilution de la responsabilité: "il faut laisser les autres faire les efforts" (cf. impôts!)

1 *homo œconomicus*: l'homme est égoïste et individualiste

l'homme agit rationnellement, il est utilitariste

il y a un passage qualitatif du micro- au macroscopique: l'intérêt de l'un mène à l'intérêt de tous

Ces 3 affirmations sont-elles correctes?

2 voir en annexe, le texte 3 : Christian Arnsperger, *L'économie, c'est nous*, première colonne

3 c'est ainsi qu'il valorise le rôle des femmes: bien-être de tous

4 voir texte 4 en annexe

5 Δ mais s'agit-il bien d'égoïsme si l'on doit contraindre les gens (ex. solidarité par les impôts!)

6 voir schéma et explications annexe 1

7 voir en annexe, le texte 3 : Christian Arnsperger, *L'économie, c'est nous*, deuxième colonne

M. Olson, USA, 1932-1998, sociologue

Passager clandestin: je profite de l'action, des investissements des autres;
plus le groupe est grand, plus la dilution est grande

Accord sur les principes et les objectifs, mais l'action ne suit pas, malgré les moyens présents

- pas de passage clair du micro- au macroscopique
l'action collective est difficile si chacun cherche son intérêt personnel
⇒ il faut contraindre à la "solidarité" (contra A. Comte-Sponville)

◇ Issue collectivement irrationnelle

En écologie, chacun a intérêt à ce que l'autre fasse des efforts (\ pollution,...)
⇒ résultat catastrophique pour tous

- il faut aller contre l'égoïsme des individus ou des groupes (régulation)
- Mais l'homme est-il vraiment égoïste?...

III John Rawls¹

◇ *Théorie de la justice*, 1971²

◇ Individu raisonnable et capable de considérations morales

Ce qui est juste ne vient pas de l'agencement d'intérêts particuliers
mais de la capacité de penser ce qui est bien (<contrat social,
droit naturel, Kant)

Nous avons la possibilité de nous accorder sur ce qui est juste
des valeurs morales



◇ Fiction du voile d'ignorance

Répondre aux questions sur la justice sans savoir qui on est ni dans quel contexte on est
Quel système choisir pour atteindre la justice en soi: se protéger du pire

- quitter l'égoïsme tout en privilégiant l'intérêt de chacun (yc le sien)
- nécessité de la raison

⚠ Rawls accepte et défend l'idée d'inégalité: il y a des inégalités justes (ex. rémunération
supérieure pour ce qui est d'intérêt public) et injustes (esclavage)

Rawls rejette l'idée d'allocations, choisit la coopération, avec contrepartie équitable

◇ La moralité préexiste à la socialisation (Kant)³

La morale existe en soi (>< tout relativisme)

Rawls est un grand défenseur de la liberté >< toute forme de corruption
du contrat social ⇒ inégalité nécessaire

Critique: ▪ position idéale, mais impossible à réaliser <nous vivons dans l'histoire

- s'appuie sur l'utilitarisme (intérêt personnel) et pas sur la morale: le voile d'ignorance sert un calcul
- le voile d'ignorance vise à préserver sa culture et non une morale préexistante
- la morale se développe à partir de la socialisation ⇒ pas de société juste en soi (cf. Nietzsche, Freud, Foucault)

- on reste dans le modèle de l'*homo œconomicus*
de la rationalité classique

1 USA, 1921-2002; voir textes 5

2 voir schéma et explications annexe 1

3 Texte 5,1, § 1 et 2

IV L'irrationalité des individus

◇ Spinoza et le conatus¹

- le conatus (effort) est antérieur à la raison: pour persévérer dans notre être: désir
pour persévérer dans notre compréhension: pensée
- le conatus n'a pas de but extérieur à lui-même (= la vie): élan vital
- le conatus n'est pas propre à l'homme: dynamisme de la nature
- le désir n'a pas de sens rationnel ni d'origine connue
- la raison rationalise le désir, le conatus; l'affect est fondamental
⇒ la raison est seconde (cf. Schopenhauer, Nietzsche, Freud)
- la raison permet de comprendre les émotions et les désirs pour les réorienter (ex. la peur)

◇ Hume et la sympathie²

- la raison est l'esclave des passions
- la passion est aussi une sympathie, (> < égoïsme) : répugnance à voir souffrir un proche:
je reconnais en l'autre ce que j'ai déjà vécu (transfert, projection)
⇒ c'est un instinct naturel (empathie)
- → la morale ne se fonde pas sur la raison mais sur la sympathie (= sensibilité partagée)
- la morale est favorisée par la proximité ⇒ pas de sympathie (ni de morale !) universelle

◇ Jon Elster³

- Les émotions⁴: nous sommes d'abord des êtres d'émotions
 - la raison donne une vision pauvre et fautive de la réalité;
ce fut la grande erreur des Lumières
 - ex.: la Bourse fluctue selon les peurs
le Belge est champion des coupons de réduction !
 - *Nous traversons la rivière pour aller chercher de l'eau* (proverbe norvégien)
- La vue à court terme⁵
 - l'intérêt à court terme (< émotions) s'oppose à l'intérêt à long terme
 - Tocqueville: intérêt brut > < intérêt bien entendu
- Le désintéressement⁶
 - ex.: bénévolat, don de sang, investissement responsable, commerce équitable, vote....
 - s'oppose à Rawls: la morale n'est pas liée à la rationalité, mais à l'émotion
 - le désintéressement n'est qu'apparent: la recherche de l'estime de soi (par un acte "désintéressé" est un intérêt pour soi (égocentrisme)

L'homme cherche à paraître désintéressé aux yeux des autres

- la reconnaissance de l'autre est liée à la culture (ex. avoir une grosse voiture!) mais aussi à l'image de l'homme dans cette culture (ex. l'homme est égoïste!)

⇒ prédiction auto réalisatrice:

je crois l'homme égoïste ⇒ j'éduque à l'égoïsme ⇒ je produis l'égoïsme



1 Spinoza, *Ethique*, 1675

2 D. Hume, *Traité de la nature humaine*, 1740

3 J. Elster, *Le désintéressement*, 2009; φ et sociologue norvégien né en 1940, enseigne aux USA et en France

4 Texte 6, §1

5 Texte 6, §2

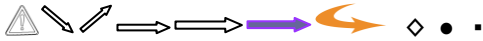
6 Texte 6, §3

Chapitre 3 Encourager l'égoïsme

I



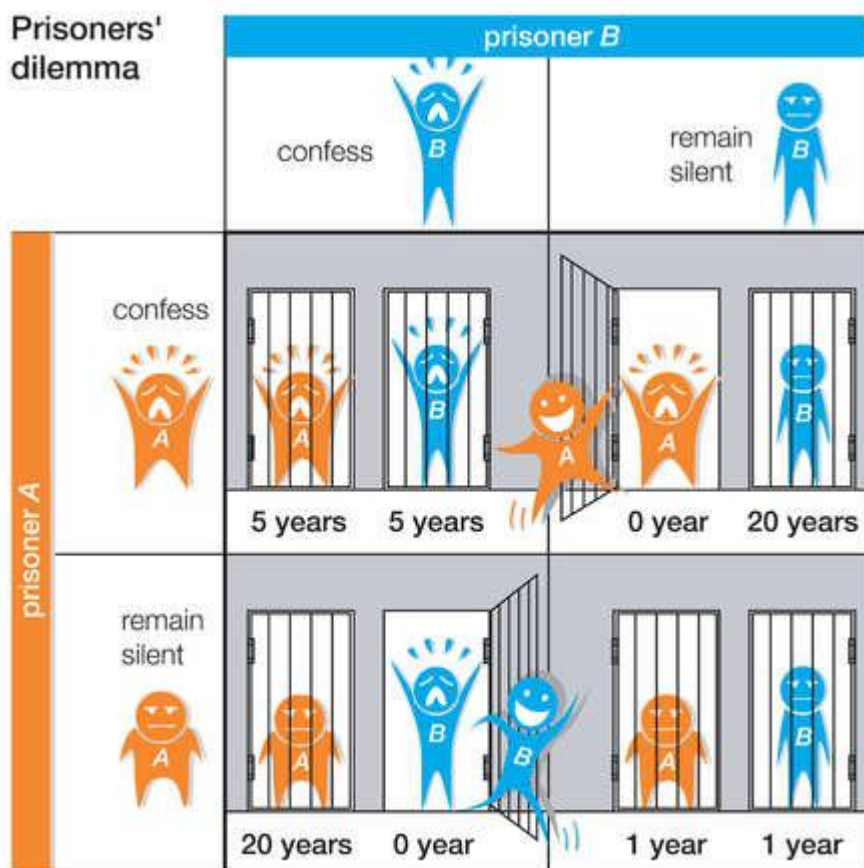
1 2 3 4 5



1 J.-C.Michéa, la logique du don <https://www.youtube.com/watch?v=tdofTYVzSbM>

2
3
4
5

Annexe 1 Le dilemme du prisonnier



Conditions du marché:

- si vous niez tous les deux: 1 an chacun
- si vous avouez/dénoncez tous les deux: 5 ans chacun
- si l'un dénonce l'autre: liberté pour l'un, 20 ans pour l'autre

		Prisonnier B	
		dénonce	se tait
Prisonnier A	dénonce	5 ans pour A et B	A est libre 20 ans pour B
	se tait	20 ans pour A B est libre	1 an pour A et B

La meilleure solution collective est la 1ère (2 ans au total)

Pourtant, par égoïsme, chacun dénonce l'autre (> 10 ans au total)

Optimiser l'intérêt individuel (liberté pour moi) $\neq$ intérêt collectif

Recherche de l'intérêt individuel // intérêt de mentir (manque de confiance)

BELGIQUE

ÉCONOMIE / FINANCE

« Adam Smith avait tout prévu »

« Pour sauver le capitalisme, il faut encadrer les capitalistes », assure Eric De Keuleneer, administrateur délégué de Credibe, professeur à Solvay. La crise ne remet pas les théories du célèbre auteur de *La Richesse des nations* en question. Démonstration.

Adam Smith, philosophe et économiste écossais du XVIII^e siècle, est considéré comme l'un des pères du libéralisme économique. Il écrit notamment dans *La Richesse des nations* qu'il faut laisser faire les marchés : ils trouvent naturellement leur équilibre, l'Etat ne doit pas les entraver. Ils offrent un cadre dans lequel chacun peut poursuivre son intérêt particulier, et cela va dans le sens de l'intérêt général. On pourrait croire que la crise actuelle dément ce credo, mais Eric De Keuleneer assure le contraire.

Le Vif/L'Express : Aujourd'hui, on entend dire qu'Adam Smith s'est fourvoyé. Vous n'êtes pas d'accord avec cette idée...

> Eric De Keuleneer : Au contraire, il avait tout prévu. Il n'avait certainement pas rejeté les règles, et surtout pas les règles de concurrence, ni les règles de déontologie professionnelle. Il avait dit que dans un marché où règnent la concurrence et la transparence, le profit dépend assez directement de la création de valeur. Malheureusement, dans de nombreux marchés, et en particulier les marchés financiers, ces deux éléments font cruellement défaut. Il n'y a pas assez de transparence, l'infor-

mation financière est opaque en raison de la complexité des produits financiers et de la domination de certains acteurs, et la publicité est non seulement imparfaite mais aussi parfois carrément mensongère.

La concurrence est-elle donc faussée ?

> L'augmentation de bien-être depuis deux siècles est incontestable. Mais dans de nombreux secteurs, dont le secteur financier, il n'y a pas assez de concurrence. Les institutions financières sont devenues bien trop grandes et trop puissantes. La taille a été considérée comme un avantage en soi. Adam Smith nous en prévient : les gens d'affaires ont tendance à conspirer pour éviter la concurrence. Cela se fait, par définition, contre l'intérêt général, et l'intérêt général justifie des mesures réglementaires pour défendre la concurrence. Smith affirme que des bénéfices systématiquement élevés sont plutôt le signe d'une économie malsaine. S'il n'y a pas suffisamment de concurrence et de transparence, le profit risque d'être trop élevé, et de résulter d'abus de marché et de manipulations. Ceci est caractéristique du secteur fi-

nancier depuis dix ou quinze ans, mais aussi de celui de l'énergie, notamment.

L'intérêt général a été oublié en faveur de l'intérêt des « princes » ?

> A mes yeux, il est encore vrai, aujourd'hui, que lorsque chacun recherche son inté-

tant du temps de Smith est apparu en force depuis le XX^e siècle : l'entreprise « institutionnelle », dirigée par des professionnels qui n'en sont pas propriétaires. Ces dirigeants risquent de poursuivre leur intérêt personnel plutôt que celui de l'entre-

Il faut se méfier des fusions et acquisitions ! Leur but est souvent d'amoindrir la concurrence

rêt personnel dans un marché concurrentiel et transparent, cela maximise l'intérêt général. Cela dit, Adam Smith conçoit la recherche d'un intérêt personnel (recherche de bons produits, de bons marchés...) comme plus large que le simple enrichissement, et incluant dans de nombreux cas le sentiment altruiste. Le système économique ne doit pas reposer là-dessus, recommande-t-il. En fait, il espérait que l'être humain serait un jour mûr pour une société fondée sur l'altruisme, mais, comme il était réaliste, il proposait de commencer par l'intérêt personnel canalisé dans des marchés transparents.

Quand la dérive a-t-elle commencé ?

> Un élément quasi inexis-

prise (au contraire de l'entrepreneur-gestionnaire-propriétaire, dont l'intérêt se confond avec celui de son entreprise). Ce gestionnaire professionnel n'est qu'un « agent » au service de l'ensemble des actionnaires – raison pour laquelle les économistes parlent du « problème d'agence ». C'est une vraie rupture dans la logique d'Adam Smith : des acteurs majeurs du marché, les entreprises institutionnelles, ne sont pas nécessairement administrées dans leur propre intérêt.

Cette rupture n'invalide pas l'analyse d'Adam Smith. Au contraire, il s'était rendu compte que les gestionnaires professionnels, par exemple ceux qui administraient, à l'époque, les grandes com-

BIO

ERIC DE KEULENEER

Né en 1952 en Belgique.
Ingénieur commercial Solvay,
ULB, 1974.
MBA, Wharton School, 1977.
1977-1995 : occupe
plusieurs postes
à responsabilités dans
le secteur bancaire.
Depuis 1995 :
administrateur délégué de
l'Office central du crédit
hypothécaire (OCCH),
rebaptisé Credibe.
Fondation universitaire :
administrateur délégué.
Professeur à la Solvay
Brussels School of Economics
ULB (Finance - Régulation
bancaire et financière).
Auteur de nombreux articles
et ouvrages.



ERIC DE KEULENEER : « Les dirigeants de beaucoup d'entreprises ont été encouragés, par des bonus et autres rémunérations perverses, à s'enrichir à court terme.

pagnies coloniales, risquaient d'amener négligence et conflits d'intérêts, et que ces compagnies vivaient sur des monopoles néfastes. En 1720, déjà, les entreprises institutionnelles avaient fait du dégât ; jusqu'au milieu du XIX^e siècle, leur création sera rendue légalement très difficile et, pendant tout ce temps, l'activité économique reposera sur un capitalisme personnel et familial. Par la suite, les entreprises institutionnelles se sont multipliées.
Grands travaux d'infrastructure pour les chemins de fer et conquête des Etats-Unis

n'y sont sans doute pas étrangers...

➤ Effectivement. Le capital anglo-américain repose notamment sur des entreprises institutionnelles très puissantes. Theodore Roosevelt, au début du XX^e siècle, dit clairement qu'il faut distinguer le capitalisme des capitalistes. Pour sauver le premier, il faut mieux encadrer les seconds. Les premières lois antitrust apparaissent alors, visant en particulier les magnats du pétrole. Mais, dans l'euphorie des années 1920, les réglementations sont affaiblies. La crise de 1929 en

sera la conséquence. Les Etats-Unis prennent ensuite un certain nombre de mesures législatives contre les abus de pouvoir, en encadrant l'activité bancaire et le rôle d'actionnaire financier. Les banques de dépôt ne peuvent plus faire d'opérations risquées, ne peuvent plus détenir d'actions, et les banques de marché ne peuvent faire de dépôt. On ressent alors une volonté claire d'imposer, à nouveau, une certaine moralité. Aujourd'hui, l'éthique a à nouveau disparu, c'est préoccupant. Adam Smith pensait

que les personnes opérant dans les affaires avaient intérêt à être éthiques, car c'était rentable pour eux à long terme. Mais il raisonnait dans un environnement où les rapports étaient personnels. A présent, il existe trop peu de règles déontologiques contraignantes en finance, trop d'anonymat dans les grandes banques institutionnelles et dans les transactions financières. Trop de gens se sont enrichis en bafouant l'éthique.

Des motifs de garder espoir ?

➤ Oui, même si la crise sera encore longue. Il faut revenir à un principe de base : les marchés sont bénéfiques pour l'économie, mais il faut les préserver en renforçant la transparence et la concurrence. C'est ainsi qu'il faut se méfier des fusions et acquisitions : elles ont souvent pour but d'amoindrir la concurrence, et pour conséquence d'accroître la taille d'entreprises institutionnelles mal contrôlées. Les marchés financiers n'ont pas démérité mais ils ont été très mal servis, entre autres par les banques, les courtiers, les agences de notation... Ces organisations ont souvent manqué de vue à long terme et sacrifié leur éthique et leur crédibilité parce que leurs dirigeants étaient encouragés – par des bonus et autres rémunérations perverses – à s'enrichir à court terme. Il faut aussi renforcer la transparence et ramener en Bourse toutes les opérations financières, revoir la gouvernance des entreprises institutionnelles, avoir le courage de dénoncer les dérives. Transparence, concurrence et éthique doivent être au centre des préoccupations. Comme l'écrivait déjà Adam Smith...

● DIDIER GROGNA

Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle de puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement, afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent. Nous ne nous arrêtons pas à cet état primordial du travail où il n'a pas encore dépouillé son mode purement instinctif. Notre point de départ, c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté.

La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. Si nous faisons abstraction de l'échange des valeurs d'usage, c'est-à-dire du côté matériel de la circulation des marchandises, pour ne considérer que les formes économiques qu'elle engendre, nous trouvons pour dernier résultat l'argent. Ce produit final de la circulation est la première forme d'apparition du capital. La forme immédiate de la circulation des marchandises est $M - A - M$, transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter. Mais, à côté de cette forme, nous en trouvons une autre, tout à fait distincte, la forme $A - M - A$ (argent—marchandise—argent), transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent, *acheter pour vendre*. Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital.



C'est comme représentant, comme support conscient de ce mouvement que le possesseur d'argent devient capitaliste. Sa personne, ou plutôt sa poche, est le point de départ de l'argent et son point de retour. Le contenu objectif de la circulation $A - M - A'$, c'est-à-dire la plus-value qu'enfante la valeur, tel est son but subjectif, intime. Ce n'est qu'autant que l'appropriation toujours croissante de la richesse abstraite est le seul motif déterminant de ses opérations, qu'il fonctionne comme capitaliste, ou, si l'on veut, comme capital personnifié, doué de conscience et de volonté. La valeur d'usage ne doit donc jamais être considérée comme le but immédiat du capitaliste, pas plus que le gain isolé; mais bien le mouvement incessant du gain toujours renouvelé. Cette tendance absolue à l'enrichissement, cette chasse passionnée à la valeur d'échange lui sont communes avec le thésauriseur. Mais, tandis que celui-ci n'est qu'un capitaliste maniaque, le capitaliste est un thésauriseur rationnel. La vie éternelle de la valeur que le thésauriseur croit s'assurer en sauvant l'argent des dangers de la circulation, plus habile, le capitaliste la gagne en lançant toujours de nouveau l'argent dans la circulation.

L'individualisme méthodologique comme « clé » des phénomènes

Il existe des mécanismes de feedback constant entre le niveau des individus et le niveau des grandeurs agrégées. Krugman le dit très clairement : « La plupart des analyses économiques font intervenir une vision des phénomènes économiques comme résultats d'une boucle de rétroaction : de l'environnement au comportement individuel et, en retour, de celui-ci vers l'environnement. Les individus prennent des décisions sur la base de l'environnement auquel ils font face ; mais l'environnement auquel ils font face est lui-même affecté par les décisions individuelles. » Pour désigner cette boucle, on parle souvent du problème de la *transition du niveau micro au niveau macro*. Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre précédent et au début de celui-ci, c'est peut-être par la clarification de ce problème que l'analyse économique contribue le plus à l'éducation du citoyen. Elle lui apprend les différences importantes qui peuvent exister entre le vécu individuel, les expériences souvent difficiles de la vie personnelle, et le résultat global de ces expériences personnelles, qui est parfois très inattendu et très différent.

Nous sommes ici au cœur de la notion d'*individualisme méthodologique*. Ce n'est pas, loin de là, une idée inventée par les économistes. Ils l'empruntent à la philosophie des sciences et à la sociologie. L'idée de base est que, pour comprendre « vraiment » un phénomène social (le chômage, le suicide des jeunes, la hausse des prix à la consommation ou la naissance de la démocratie en Grèce), il faut toujours distinguer soigneusement trois niveaux : la décision individuelle (niveau micro) ; la coordination des décisions individuelles (transition micro-macro) ; et le résultat agrégé de cette

coordination (niveau macro). Les décisions individuelles sont les unités de base de la compréhension des phénomènes sociaux. On n'a pas le droit de prêter à ces phénomènes un « être propre » qui ne serait pas dérivé de ces décisions individuelles et de leur coordination. En fait, dans l'idéal, les mécanismes de coordination eux-mêmes – les « institutions » comme le marché, le don, l'État, etc. – devraient être compréhensibles comme le résultat émergeant de décisions individuelles. C'est ce que le prix Nobel James Buchanan appelle le « bouclage comportemental du modèle de choix ».

La sociologie et la politologie partagent aujourd'hui, en grande partie, avec l'économie ce postulat fondamental. L'individualisme méthodologique possède une sous-variante très puissante : le *rationalisme méthodologique*. On ajoute au postulat que les phénomènes sociaux sont explicables comme résultat de décisions individuelles, le postulat que ces décisions individuelles sont « rationnelles », le plus souvent au sens de la rationalité instrumentale : la capacité d'utiliser le calcul pour trouver les moyens (les « instruments ») ou les stratégies les mieux adaptés à ses préférences. « Les mieux adaptées » signifie, en général, que l'individu essaie de faire son choix en maximisant un indice d'utilité ou de bien-être, qu'on peut voir comme la représentation de ses préférences.

① J. Buchanan, né en 1919 ; en économie, on est attaché au modèle "environnement > individu > environnement. Coordination des événements > niveau macro

② individualisme méthodologique + rationalisme : l'action est utilitaire (calcul, stratégie). Mais sommes-nous si rationnels... (rôle de la pub?)

Les paradoxes « macro » de la rationalité « micro »

En tant que participante à une sociologie du choix rationnel, la science économique partage avec la sociologie et la politologie le savoir d'un certain nombre de paradoxes de la rationalité instrumentale. Ces paradoxes n'ont rien à voir avec la science économique comme science de la production et de la circulation ; ils apparaissent dès qu'on essaie de comprendre la société à travers les lunettes du choix rationnel. Je ne vais en mentionner que deux, qui sont probablement les plus connus et les plus universellement discutés de nos jours.

Tout d'abord, le *paradoxe de Condorcet*, qui date du XVIII^e siècle mais qui a été généralisé, en 1951, par l'économiste Kenneth Arrow, prix Nobel en 1974. Ce dernier s'est, à l'époque, intéressé à des questions de théorie de la démocratie qui n'avaient rien à voir avec l'économie. En essence, le paradoxe de Condorcet porte sur la transition micro-macro. Il nous dit que des citoyens rationnels peuvent, malgré eux, engendrer une décision collective irrationnelle – en l'occurrence, une absence de décision collective – s'ils suivent la règle pourtant éminemment raisonnable de la majorité simple. Le théorème d'impossibilité d'Arrow, quant à lui, suggère deux siècles plus tard qu'il n'existe aucune règle de choix social qui puisse satisfaire des axiomes raisonnables sans être, en même temps, « dictatoriale ». En d'autres termes, si on veut éviter que tout choix collectif soit réduit aux préférences d'un seul individu, on doit renoncer à une série d'autres axiomes très plausibles. Ici, comme dans bien d'autres cas que nous avons déjà discutés, il y a un décalage qualitatif entre le niveau des individus et celui des résultats globaux. La forme de ce décalage est qu'une communauté politique dans laquelle chaque individu est parfaitement rationnel peut produire des résultats communautaires irrationnels.

L'autre paradoxe très connu est le *paradoxe de l'action collective*. Conceptualisé par Mancur Olson en 1965, il prend la forme moderne de ce qu'on appelle en théorie des jeux le « dilemme du prisonnier ». C'est un jeu non coopératif très général, qui n'a rien de spécifique à voir avec l'économie même s'il peut évidemment connaître de nombreuses applications économiques. Dans cette structure logique, les règles du jeu sont telles que des individus parfaitement rationnels sont incapables de se coordonner sur le résultat qui serait collectivement optimal parce que chacun d'eux se méfie de tous les autres. La coopération, qui produirait le résultat collectivement optimal, est rendue impossible par la rationalité instrumentale des joueurs. Il est donc individuellement rationnel d'engendrer une issue collectivement irrationnelle. Olson et d'autres en ont tiré un enseignement important. En général, la rationalité individuelle rend improbable la fourniture, par la collectivité, de biens publics à cause du phénomène dit du « passager clandestin » : chaque individu a intérêt à faire produire le bien collectif par tous les autres, et comme chacun raisonne de la même manière, aucun bien collectif n'est produit. Plus généralement, la possibilité d'une action collective organisée par des individus rationnels est compromise.

Si l'on confond si souvent ces deux notions, c'est bien sûr qu'elles ont quelque chose en commun : dans les deux cas, générosité ou solidarité, il s'agit de prendre en compte les intérêts de l'autre. La différence entre les deux, c'est que, dans le cas de la *générosité*, nous prenons en compte les intérêts de l'autre *quand bien même nous ne les partageons aucunement*. Vous lui faites du bien à lui, cela ne vous fait aucun bien à vous. Vous donnez un euro à un SDF : il a un euro de plus, vous avez un euro de moins. Bienveillance désintéressée (du moins en première approximation) : générosité.

Par différence avec la *solidarité*, qui consiste à prendre en compte les intérêts de l'autre *parce que vous partagez ces intérêts*. Vous lui faites du bien à lui, cela vous fait en même temps du bien à vous. Vous allez me dire que c'est trop beau pour être vrai, que cela n'arrive jamais, ou presque jamais... Au contraire : cela se fait tous les jours.

On a embouti ma voiture sur un parking : elle était bonne pour la casse. Que croyez-vous qu'il arriva ? Des dizaines de milliers de braves gens se sont cotisés pour m'en acheter une autre ! Ils m'ont même donné, tenez-vous bien, 1 000 euros de plus que l'Argus ! Quelle générosité !

Bien sûr que non. Pas un pouce de générosité là-dedans. Simplement, je cotisais à la même compagnie d'assurance qu'eux. Or personne, que je sache, ne souscrit une police d'assurance par générosité ; nous le faisons tous par intérêt. Mais cette mutualisation des risques qu'est l'assurance nous permet de créer une convergence objective d'intérêts, entre les différents assurés, autrement dit une solidarité au moins objective. C'est ainsi que nous nous protégeons – à la fois tous ensemble et chacun pour soi – contre les aléas de l'existence. C'est le principe de l'assurance : mutualisation

des risques, addition des moyens, convergence des intérêts – solidarité. Ce que chacun fait pour soi, il le fait aussi, qu'il le veuille ou pas, pour les autres ; ce qu'il fait pour les autres, les autres le font aussi pour lui. Pas besoin pour cela d'être généreux : l'assurance est un marché ; c'est dire qu'elle fonctionne à l'égoïsme. C'est pourquoi, sans doute, elle fonctionne si bien.

Cela vaut pour tout marché. Adam Smith, à ce sujet, a dit depuis longtemps l'essentiel : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage¹. »

Reprenons cet exemple traditionnel, tel que me le soumettait, lors d'un débat public, mon ami Jean-Louis Syren, qui enseigne l'économie à l'université de Dijon. Lorsque j'achète une baguette chez ma boulangère, pourquoi me la vend-elle ? Parce qu'elle préfère avoir 75 centimes d'euros plutôt qu'une baguette. C'est normal : la baguette lui a coûté beaucoup moins cher. Pourquoi est-ce que je la lui achète ? Parce que je préfère avoir une baguette plutôt que 75 centimes d'euros. C'est normal : la baguette, si je la fabriquais moi-même, me coûterait (équipement et temps de travail compris) beaucoup plus cher et serait sans doute beaucoup moins bonne. Triomphe de l'égoïsme : j'achète la baguette par intérêt ; ma boulangère me la vend par intérêt. Si je comptais sur sa générosité pour avoir du pain, je serais

1. Adam Smith, *La Richesse des nations*, t. 2, GF-Flammarion, 1991, p. 82.

mort de faim. Si ma boulangère comptait sur ma générosité pour avoir de l'argent, elle serait ruinée. Si nous comptons chacun sur l'intérêt de l'autre, nous faisons d'excellentes affaires. Pas étonnant qu'on se sourie si gentiment tous les matins !

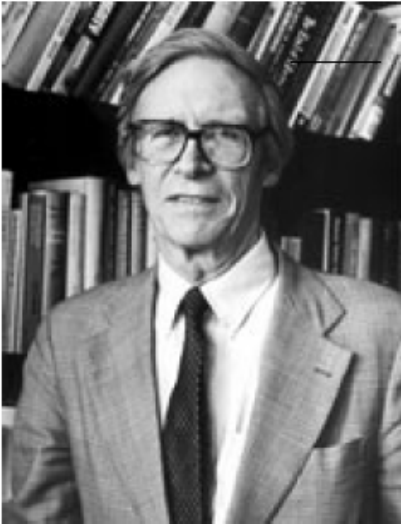
Mais il y a plus surprenant. Quel est l'intérêt de ma boulangère ? Que sa baguette soit la meilleure possible et – dans une économie concurrentielle – la moins chère possible, bref avoir le meilleur rapport qualité-prix (pour conquérir des parts de marché). Quel est mon intérêt à moi, consommateur ? Que la baguette soit la meilleure possible et la moins chère possible. C'est très étonnant : je n'agis que par intérêt, elle n'agit que par intérêt, nous avons le même intérêt ! La relation d'échange (le commerce) a créé entre nous une convergence objective d'intérêts, c'est-à-dire, exactement, une solidarité. De ce point de vue, il faut bien constater que le marché est une formidable machine à produire de la solidarité – non parce qu'il échapperait à l'égoïsme, comme le voudraient les belles âmes, mais parce qu'il s'y soumet ! Triomphe de l'égoïsme : triomphe de la solidarité. C'est le retour paradoxal de Hobbes (au sens où l'on parle de retour du refoulé), à travers Hume ou Smith. Qu'il y ait une sympathie spontanée entre les humains, on peut toujours le penser¹. « Ça ne mange

1. Telle était la position d'Adam Smith, moins en tant qu'économiste, il est vrai, qu'en tant que philosophe de la morale (*La Théorie des sentiments moraux*, 1759 ; Smith est ici proche des positions de son ami David Hume, du moins dans le *Traité de la nature humaine*). Mais ses conceptions d'économiste (*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776), loin d'être contradictoires avec celles du moraliste, en sont plutôt le prolongement inversé ou renversant : voir à ce propos le bel article « Adam Smith » de Jean-Pierre Dupuy, dans le *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, *op. cit.* Voir aussi,

pas de pain », dirait ma boulangère. Mais le commerce, en tant que tel, n'a pas besoin de cette sympathie, ni de cette pensée. L'égoïsme lui suffit. C'est ce qui fait sa force. C'est ce qui fait son efficacité. Commercer, ce n'est pas se sacrifier. C'est même tout le contraire : c'est une façon d'être ensemble, ou d'avoir affaire ensemble (*inter-esse*), mutuellement avantageuse. Sinon, il n'y aurait pas de commerçants ni de clients.

Qu'est-ce qui vaut mieux, la solidarité ou la générosité ? Moralement, c'est bien sûr la générosité, parce qu'elle est désintéressée (à supposer que nous en soyons capables) ou bienveillante. Mais socialement, économiquement, politiquement, historiquement, la solidarité est beaucoup plus efficace ! Si nous avions compté sur la générosité des riches pour que les pauvres puissent se soigner, les plus pauvres seraient morts sans soins. Mais nous n'avons pas compté sur la générosité des riches, ni d'ailleurs sur celle des pauvres : nous avons inventé une petite chose beaucoup plus modeste dans son principe (même si elle est assez compliquée dans son organisation) que nous appelons la Sécurité sociale. C'est lourd, ça coûte cher, on peut sans doute faire mieux. Mais c'est l'un des plus formidables progrès de toute l'histoire sociale. Or personne ne cotise à la Sécu par bienveillance, tous par intérêt (même s'il faut, merci l'URSSAF, que quelques contrôles désagréables nous poussent à penser que c'est bien notre intérêt que de payer). Ce n'est pas de la générosité, encore moins de la charité (ce qui supposerait qu'on cotise à la Sécu par amour du prochain !), c'est de la solidarité.

du même auteur, *Le Sacrifice et l'Envie*, *op. cit.* (le chap. III est consacré à Adam Smith).



John Rawls, *Théorie de la justice*, 1971.

L'idée principale est la suivante: quand un certain nombre de personnes s'engagent dans une entreprise de coopération mutuellement avantageuse selon des règles et donc imposent à leur liberté des limites nécessaires pour produire des avantages pour tous, ceux qui se sont soumis à ces restrictions ont le droit d'espérer un engagement semblable de la part de ceux qui ont tiré avantage de leur propre obéissance. Nous n'avons pas à tirer profit de la coopération des autres sans contrepartie équitable. Les deux principes de la justice définissent ce qu'est une contrepartie équitable dans le cas des institutions de la structure de base. Ainsi, si le système est juste, chacun recevra une contrepartie équitable à condition que chacun (y compris lui-même) coopère. [...]

Chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous, qui soit compatible avec le même système pour les autres. Les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois: a. on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun; b. quelles soient attachées à des positions et des fonctions ouvertes à tous.

*

John Rawls, *Libéralisme politique*, 1993.

Enfin, pour établir l'équité entre les générations (par exemple dans l'accord sur le juste principe d'épargne), les partenaires, dont on suppose qu'ils sont contemporains, ne connaissent pas l'état présent de la société. Ils n'ont pas d'information sur le niveau des ressources naturelles ni sur celui des moyens de production et de la technologie, en dehors de ce qui peut être inféré de ce qu'on sait du contexte de la justice. La bonne ou mauvaise fortune de leur génération n'est pas connue. Car, lorsque des contemporains sont influencés par une description générale de l'état présent de la société au moment où ils se mettent d'accord sur la manière de se traiter les uns les autres et de traiter les générations futures, ils n'ont pas encore mis de côté les effets des accidents de l'histoire et des contingences sociales sur la structure de base. C'est ainsi que nous arrivons à la version maximale plutôt que minimale du voile d'ignorance : les partenaires doivent être envisagés, dans la mesure du possible, uniquement comme des personnes morales abstraction faite des contingences. Pour être équitable, la situation initiale traite les partenaires de façon symétrique car ils sont égaux en tant que personnes morales : chacun est défini par les mêmes propriétés essentielles. Nous partons d'une situation de non-information, et nous n'introduisons que les informations nécessaires pour que l'accord soit rationnel, mais suffisamment indépendant des circonstances historiques, naturelles et sociales. Une information beaucoup plus importante serait compatible avec la condition d'impartialité, mais une conception kantienne est plus exigeante.

La raison pour laquelle le contrat social doit être considéré comme hypothétique et non historique est donc évidente. L'explication en est que l'accord dans la position originelle représente le résultat d'un processus rationnel de délibération sous des conditions idéales et non historiques, qui expriment certaines contraintes raisonnables. Il n'existe en pratique aucun moyen de conduire ce processus de délibération dans la réalité ni d'être sûr qu'il réponde aux conditions imposées. Par conséquent, le résultat ne peut pas être vérifié par la justice procédurale pure telle qu'elle résulterait d'une délibération des partenaires dans une situation réelle. Le résultat doit être déterminé par un raisonnement analytique, c'est-à-dire que la position originelle doit être caractérisée avec suffisamment de précision pour qu'il soit possible d'établir à partir de la nature des partenaires et de la situation où ils se trouvent, la conception de la justice qui sera préférée au cours de la confrontation des arguments. Le contenu de la justice doit être découvert par la raison, c'est-à-dire en résolvant le problème d'accord posé par la position originelle.

Philosophie
magazine : - février 2009.

LE POINT DE VUE DE JON ELSTER

« LES COMPORTEMENTS DÉSINTÉRESSÉS SONT INDISPENSABLES AU BON FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS »

Philosophe et sociologue américain d'origine norvégienne, spécialiste du marxisme et de la critique de la théorie des choix rationnels, Jon Elster enseigne à l'université de Columbia. Une production d'un de ses ouvrages est parue récemment au Seuil sous le titre : *Le Désintéressement*.

Dans *Le Désintéressement*, vous remettez en question l'idée de « l'homme économique ». En quel sens ?

Je ne m'intéresse pas exclusivement à l'économie, mais à l'analyse des comportements humains, aussi bien économiques que non économiques. Il y a ainsi une analyse économique du suicide, du mariage, de la fréquence d'aller à la messe, etc. Ce que je conteste, c'est la vision de l'homme intéressé et rationnel qui sous-tend ces analyses. Elle me semble pauvre et fautive. Son principal défaut est qu'elle n'intègre pas les émotions. Et toutes les tentatives faites pour modifier la théorie du choix rationnel en ce sens ont échoué. Pensez à la rationalité supposée des consommateurs. Quand on évoque dans les pays anglo-saxons le *comparison shopping*, le fait d'aller de magasin en magasin pour trouver le meilleur prix d'un bien, on oublie toujours de prendre en compte le temps que nécessite cette recherche. Cette démarche est donc beaucoup moins rationnelle qu'elle en a l'air. Y a-t-il, au demeurant, démenti plus cinglant de l'idée selon laquelle le capitalisme et les agents sont rationnels que la crise financière actuelle ?

Vous distinguez l'intérêt pur de l'intérêt bien compris.

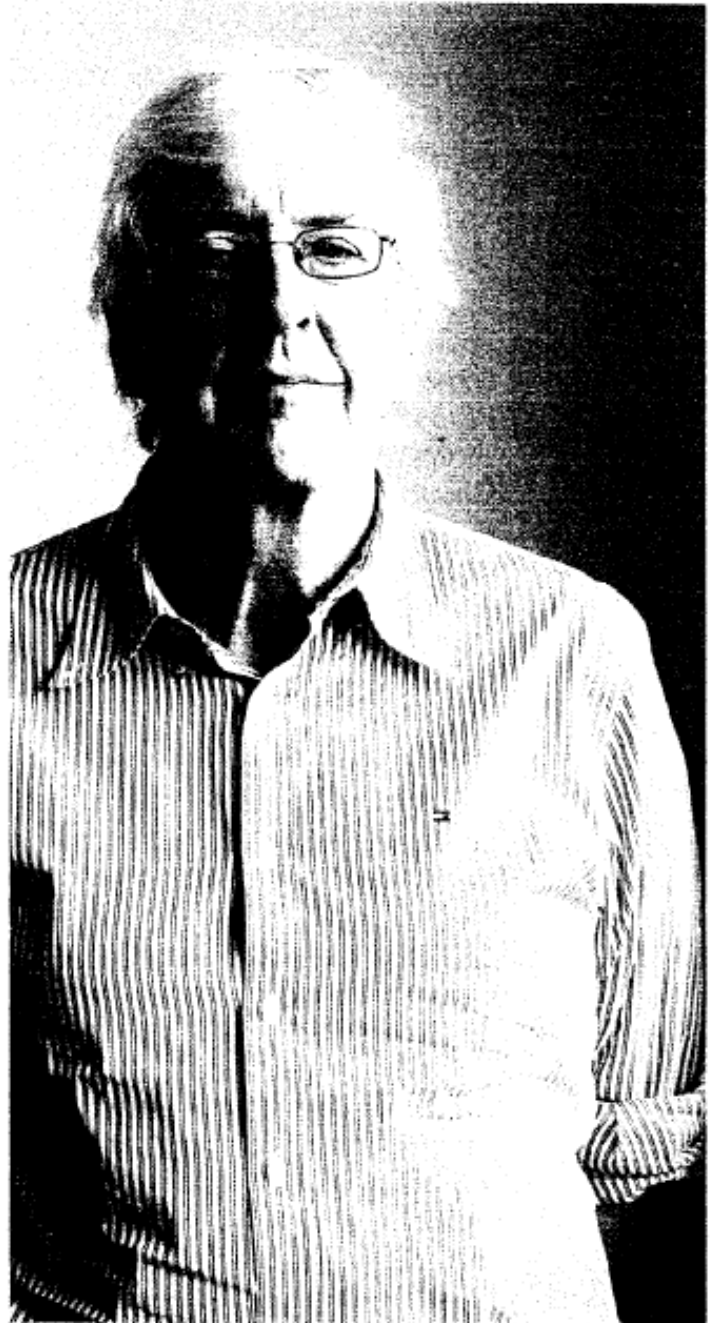
Je ne fais ici que suivre Tocqueville, qui distinguait l'intérêt brut de l'intérêt « bien entendu ». Ce dernier est, en gros, l'intérêt à long terme. Or il y a beaucoup d'indications du fait que la crise financière actuelle provient non seulement de l'irrationalité des agents, mais aussi de leur horizon temporel très court. C'est le bilan semestriel qui compte à leurs yeux. L'idée d'investir dans la durée n'est pas dans leur intérêt brut. Ce qui mène à des impasses, à des contradictions flagrantes.

Selon vous, une société ne saurait exister sans désintéressement ?

Les comportements désintéressés sont en effet indispensables. Prenez, par exemple, le vote. On ne peut pas, à mon avis, l'expliquer par des motivations purement intéressées. D'abord, parce que le vote individuel n'a pas d'efficacité directe. Ensuite parce que, le vote étant anonyme dans nos sociétés, le désir d'approbation d'autrui ne fonctionne pas non plus. C'est un acte qui s'explique simplement par le devoir civique. Bien sûr, on peut toujours dire qu'en dernière analyse, on vote pour obtenir l'approbation de son « public interne », de sa conscience, ce qui en ferait donc bien un acte intéressé. Mais, cela, on ne peut pas le savoir...

En économie, comment ce désintéressement se traduit-il ?

On pourrait évoquer ces fonds d'épargne qui pratiquent ce qu'on appelle « l'investissement socialement responsable ». Aux États-Unis, ces fonds qui refusent d'investir dans les secteurs du tabac, de l'alcool et du jeu, comme d'autres refusaient jadis d'investir dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, représentent



10 à 11 % de la totalité des investissements. Ce n'est pas rien, et certains pensent que ce pourcentage pourrait progresser. Je ne le crois pas personnellement : le « capitalisme moral », à mon sens, va rester marginal, car il est clair que la tâche des entreprises n'est pas de résoudre des problèmes sociaux. En revanche, les consommateurs peuvent, eux, avoir un comportement vraiment désintéressé, en refusant les biens produits par des enfants ou dans des conditions de travail abominables, et en poussant les entreprises à modifier leurs pratiques en ce sens.

Oui mais, de la part des entreprises, ce n'est plus alors du désintéressement vrai...

Effectivement, on a affaire ici à une apparence de désintéressement. C'est ce que j'appelle un « souci de désintéressement », pour l'opposer au véritable « souci désintéressé », qui, comme l'a bien vu Proust quand il parle de Giotto présentant « le visage antipathique et sublime de la vraie bonté », ne cherche ni à s'étaler ni à se cacher, mais à être, tout simplement. PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE BOLLON

Jean- Claude Michéa,
L'empire du moindre mal
Essai sur la civilisation libérale,
 2007.

En ce sens, et pour parodier ce qu'écrivait Heidegger à propos de la science, on peut donc dire que, pour les libéraux, l'État le plus juste – celui qui, sur tous les plans, nous en demande le moins –, c'est l'État *qui ne pense pas*. Un État sans idées – ou, comme disent les libéraux, sans idéologie – et qui, par une sorte de platonisme renversé, mettrait son point d'honneur philosophique à ne jamais s'interroger sur ce qu'est la meilleure façon de conduire sa vie ou d'employer sa liberté « naturelle ». À la limite, cet *État sans idées ni valeurs*¹ (qui s'interdit de *jurer*, par conséquent, de toutes les questions autres que techniques) ne doit même plus se comprendre comme un « gouvernement des hommes ». Il constitue, pour reprendre la célèbre distinction de Saint-Simon, une pure « administration des choses », exigeant bien moins des convictions politiques véritables qu'une simple compétence d'« expert » ou de gestionnaire avisé. De ce point de vue, personne n'a, sans doute, mieux formulé cet idéal de neutralité axiologique absolue, qui est au cœur de tout projet libéral, que Emmanuel Kant, lorsqu'il note, dans son « Projet de paix perpétuelle », que dans l'hypothèse d'un travail législatif parfait, la seule mécanique du Droit suffirait à assurer la coexistence pacifique *même d'un peuple de démons*.

1. On sait que, sur ce point, l'État libéral a trouvé, depuis trente ans, un personnel politique remarquablement adapté à sa fonction.

Il est à présent possible d'exposer, dans sa logique constitutive, le double mouvement *parallèle* qui conduit le libéralisme philosophique à proposer l'utopie d'une société rationnelle, plaçant le fondement même de son existence pacifiée dans la seule dynamique des structures impersonnelles du Marché ou du Droit. Quelle que soit la solution retenue, la démarche est, en effet, la même. Il s'agit toujours de découvrir, ou d'imaginer, les *mécanismes* (autrement dit, les systèmes de poids et de contrepoids, conçus sur le modèle des théories physiques de l'équilibre)

capables d'engendrer par eux-mêmes tout l'ordre et l'harmonie politiques nécessaires, *sans qu'il n'y ait plus jamais lieu de faire appel à la vertu des sujets*. Renoncement, il est vrai, sans grande conséquence psychologique, puisque pour un esprit moderne la « vertu » (que celle-ci puise son inspiration officielle dans la foi religieuse, la coutume, la morale, l'idéal civique ou l'esprit du don) constitue désormais une simple forme d'hypocrisie ou de mensonge à soi-même, source incessante de disputes et de conflits idéologiques menaçant de dérégler, à tout instant, ce *processus sans sujet* qui est la condition de toute *société tranquille*.

Comme Hobbes l'avait clairement perçu¹, l'institution imaginaire des sociétés modernes procède, avant tout, d'une défiance radicale envers les capacités morales des êtres humains et, par conséquent, envers leur aptitude à vivre ensemble sans se nuire réciproquement. De ce point de vue, les pieux récits fondateurs du mythe progressiste reposent, en grande partie, sur une illusion rétrospective. La genèse du projet moderne (tout comme celle du libéralisme, qui représente la déclinaison la plus cohérente de ce projet) peut difficilement être inscrite dans la continuité directe de l'Humanisme de la Renaissance, ou du

1. « C'est donc une chose tout avérée, que l'origine des plus grandes et des plus durables sociétés, ne vient point d'une réciprocité bienveillance que les hommes se portent, mais d'une crainte mutuelle qu'ils ont les uns des autres » (Hobbes, *De Cive*, section première,

républicanisme florentin et de son *vivere civile libero*. Les différents agencements politiques, économiques et culturels qui configurent la réalité effective du monde contemporain ne semblent, au contraire, pleinement intelligibles qu'à la lumière de leur *antihumanisme* originel. C'est, en effet, dans la mesure où elles supposaient l'homme « incapable de vrai et de bien » – et infiniment plus nuisible par ses prétentions chimériques à la vertu que par l'exercice tranquille de ces vices – que les politiques modernistes (en rupture, sur ce point, avec l'esprit des civilisations antérieures) se sont trouvées logiquement conduites à limiter leurs ambitions philosophiques à la recherche de la *moins mauvaise société possible*¹. Programme, au départ volontairement réaliste et *modéré*, qui, à la différence de l'enthousiasme animant les premiers utopistes, se résignait à considérer les hommes « tels qu'ils sont » et pouvait dès lors non seulement s'accommoder de leurs vices mais, surtout, chercher à convertir ces derniers en énergie utilisable pour son propre fonctionnement. Les différents modes sous lesquels l'idéal de pacification libérale de la vie a progressivement déployé l'ensemble de ses implications civilisationnelles, ne constituent donc, en dernière instance, qu'un développement dialectique de cette anthropologie pessimiste, confrontée aux différentes situations inédites que l'Histoire ne cesse de présenter.

1. Une société qui se présente comme « la moins mauvaise possible » tend logiquement à fonder l'essentiel de sa propagande sur l'idée qu'elle est là pour nous protéger de maux infiniment pires. C'est pourquoi, comme le fait remarquer Guy Debord dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* (Éditions Gérard Lebovici, 1988, p. 33), une société libérale s'arrange généralement pour « être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats ». C'est, par conséquent, toujours un drame *idéologique* pour elle, que de voir disparaître, avec le temps, telle ou telle figure historique du *Mal absolu* (comme avec la chute du mur de Berlin, par exemple). Et comme la place du *pire* ne doit jamais rester vide très longtemps, la propagande libérale se trouve dans l'obligation perpétuelle d'en découvrir de nouvelles incarnations, au besoin, cela va sans dire, en les fabriquant de toutes pièces.

Du fait de la méfiance constitutive des libéraux envers l'éternel penchant des hommes à prétendre agir moralement, cette dernière proposition doit être entendue dans son sens le plus radical. Elle implique que la *société du moindre mal* est non seulement celle qui, pour fonctionner efficacement, n'a nul besoin d'exiger de ses membres un quelconque travail sur eux-mêmes (de les exhorter, par

exemple, à se conformer à un idéal déterminé de perfectionnement moral ou religieux). En vérité, et comme Adam Smith (après Mandeville) ne se prive jamais de le souligner, il s'agit d'une société dont les rouages fonctionnent d'autant mieux que chaque individu renonce de lui-même à accomplir un tel travail (du reste, forcément suspect) et préfère à cette existence « sacrificielle » la poursuite plus tranquille de ses intérêts bien compris et la réalisation de ses désirs particuliers. C'est seulement à partir de cette nécessité préventive de dissuader les individus de céder à la *tentation morale* – source, comme on le sait, de toutes les utopies et de tous les maux – que l'on peut comprendre, dans leur logique profonde, les deux évolutions *parallèles* du Droit et du Marché modernes. En empruntant le vocabulaire spinoziste, on pourra donc formuler cette thèse : sous un système libéral pur (c'est-à-dire intégralement conforme à son concept), l'ordre et la connexion du Droit sont les mêmes que l'ordre et la connexion du Marché. Ce sont là deux attributs certes différents, mais dont chacun exprime, dans son ordre et à sa manière, la substance unitaire du libéralisme réel.

Or il faut bien constater ici que l'expansion spectaculaire du libéralisme contemporain a considérablement déplacé les lignes du problème. Le *nouvel ordre humain* que les élites libérales sont désormais déterminées à imposer à l'échelle de la planète, exige, en effet, que les hommes cessent précisément de « se sentir hommes » et se résignent enfin à devenir de pauvres monades égoïstes, condamnées à produire et consommer toujours plus, chacune luttant impitoyablement contre toutes les autres, dans l'attente de son hypothétique « quart d'heure de célébrité ». Hannah Arendt avait donc parfaitement raison de souligner, dans *La Condition de l'homme moderne*, que « ce qu'il y a de fâcheux dans les théories modernes ce n'est pas qu'elles sont fausses, c'est qu'elles peuvent devenir vraies ». S'il est ainsi toujours exact que l'homme n'est pas égoïste *par nature*, il est non moins exact que le dressage juridique et marchand de l'humanité crée, jour après jour, le *contexte culturel idéal* qui permettra à l'égoïsme de devenir la forme *habituelle* du comportement humain. Les partisans de l'humanité seraient donc malvenus de sous-estimer cette réalité nouvelle. Ils doivent impérativement prendre conscience, au contraire, que la course est déjà commencée et que, dans cette course, *le temps joue maintenant contre eux*. Le triomphe universel du capitalisme n'a, certes, encore rien

d'inéluctable, mais il est devenu éminemment plausible. Cela signifie, par conséquent, que la disparition de l'humanité (au sens où s'y emploient activement Fukuyama et ses maîtres), tout comme la destruction parallèle de la nature, constituent désormais de véritables *hypothèses de travail*, et non plus seulement des scénarios distrayants de la science-fiction hollywoodienne¹.

Bien des lecteurs estimeront, sans doute, qu'il est profondément *démobilisateur* de terminer une critique du libéralisme sur de pareilles *leçons de ténèbres*. On commencera par leur répondre, avec Jean-Pierre Dupuy, que « lorsqu'on annonce, *afin de l'éviter*, qu'une catastrophe est sur le chemin, cette annonce n'a pas le statut d'une pré-vision, au sens strict du terme : elle ne prétend pas dire ce que sera l'avenir, mais simplement ce qu'il aurait été *si l'on y avait pas pris garde*² ».

1. L'ouvrage de Jared Diamond (*Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006) propose une approche passionnante du problème posé par le développement *suicidaire* de certaines civilisations. On peut également trouver quantité d'observations intéressantes sur ce problème, dans l'étude déjà classique de S. N. Eisenstadt, *The Political Systems of Empires. The Rise and Fall of the Historical Bureaucratic Societies* (The Free Press, New York, 1969). Il est simplement nécessaire d'ajouter que l'empire libéral mondialisé dispose quant à lui des moyens de faire coïncider son propre effondrement avec celui de la planète tout entière. Ce n'était pas le cas des empires précédents.

2. Jean-Pierre Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, Seuil, 2005, p. 18.

